

Une zone industrielle de pointe,
au service de l'industrialisation
togolaise

PIA

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADMESION
— TOGO —
www.pia-togo.com

LES MERCREDIS
DU FISC

Tous les 1^{er} mercredi
du mois sur

Canal OTR
Office Togolais des Recettes-OTR

OTR

FEDERER POUR BATE
www.otr.tg

Ni à gauche ni à droite même pas au centre



Prix 250 fcfa



Le Libéral

N°599

MINUSMA:
**Un nouveau
contingent
togolais
au Mali** **P.3**

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion Mercredi 23 Novembre 2022



**SOJA : Vers une
transformation
en produits finis** **P.5**



Tourisme :
**Parmi les
secteurs
prioritaires** **P.4**

**Lutte contre
les engins explosifs
improvisés : P.7**
**Une conférence
régionale se
tient à Lomé**

TOGOCOM P.6
**en partenariat
avec FIMO228**



Valorisation des chaînes de valeurs agricoles : L'UVI2A présentée aux acteurs de l'Université de Lomé

Le monde universitaire a été imprégné sur les différents mécanismes de l'Unité de valorisation des innovations agricoles et agro-alimentaire (UVI2A) la semaine dernière à l'Université de Lomé. Cette conférence tenue en présence du Directeur scientifique de l'ITRA, du Directeur des recherches de l'UL, de Dr Voemesse Kokou, Coordonnateur de l'UVI2A, du Prof. Tsigbe koffi Joseph, Directeur de la recherche et de l'innovation, a été ouverte par le premier-vice-président de l'Université de Lomé Prof. Batawila Komlan.

Pour le Coordonnateur du projet mis en oeuvre à travers l'ITRA, il a été question durant les échanges de sensibiliser, informer et expliquer autant que faire se peut, afin d'amener les acteurs concernés à s'approprier



les contours, la mission principale, les objectifs, les bénéficiaires et les conditions d'accès à cet incubateur. L'objectif à terme est de favoriser l'adhésion des potentiels candidats bénéficiaires.

" Dix projets de recherches seront accompagnés et pérennisés pour le bien-être des promoteurs et des populations seront également accompagnés dans le cadre de notre programme.", a-t-il spécifié. Quant au DRI de l'UL, il a mis un accent particulier sur la valorisation des recherches.

" Nous savons chercher, nous cherchons, mais nous ne savons pas valoriser nos résultats. Nous nous contentons seulement d'écrire des articles de recherche et de les publier. Alors que ça ne devrait pas s'arrêter là. Il faut aller à la concrétisation et à la mise en place des projets qui pérennisent ces acquis.

Nous saluons L'Institut togolais des recherches agronomiques (ITRA) pour la mise en place de cet incubateur à travers ses différents partenaires", a confié Pr Tsigbé Koffi Joseph.

Cette conférence fait suite à celle organisée à l'Université de Kara. Elle aura pour point de chute, l'INFA de Tové avant le lancement de l'appel à candidature de valorisation des résultats de recherche.

Sélectionné dans le cadre d'un appel à propositions lancé par l'AUF via son projet Valorising Research Résultats and Innovation in West Africa, l'UVI2A vise à favoriser l'éclosion des startups agricoles et contribuer à la réduction de la pauvreté à travers l'insertion socio professionnelle des jeunes sortis des universités et des centres de formation. ■

Démocrate



"Grossesse en milieux scolaires, ça doit cesser"

La JEMD passe à l'action

La Jeunesse en Mission pour le Développement (JEMD) a lancé la semaine dernière un noble projet de lutte contre les grossesses précoces en milieu scolaire. S'inscrivant dans le cadre d'un appel à projets lancé par le ministère en charge de la jeunesse, ce projet dénommé "Grossesse en milieux scolaires, ça doit cesser", vise à sensibiliser et partager des expériences avec les élèves et le corps administratif des différents établissements publics du Grand Lomé durant les deux prochaines semaines.



Pour Edzodjinam Alagbo, Président de la JEMD, l'idée est d'amener les acteurs à prendre conscience de l'ampleur du phénomène et des conséquences néfastes qui en découlent en l'occurrence les tentatives d'avortement et suite, l'arrêt des classes,...

"L'objectif de cette sensibilisation est d'arriver à éradiquer le fléau à travers des messages de conscientisation, des séries de discussions et d'échanges. La vérité est que nos jeunes connaissent déjà le sexe et donc, il s'agit de les amener à adopter des comportements qui évitent les grossesses", a-t-il déclaré.

Plus de 1000 jeunes filles sont tombées enceinte sur les bancs d'école durant l'exercice 2021, selon des chiffres avancés par l'association. Il urge donc une prise de conscience, ce dont semble faire preuve les élèves du lycée technique et professionnel d'Adidogomé qui a abrité le lancement du projet.

" J'ai pu comprendre que les grossesses précoces se manifestent de plus en plus dans nos écoles. Nous avons eu des témoignages de nos aînées qui en ont été victimes, et comment leurs rêves ont été brisés. Nous devons nous conscientiser parce que nous sommes l'avenir de notre pays. Aujourd'hui, la femme n'est plus assignée à jouer uniquement le rôle de femme au foyer. On a les femmes qui sont présidentes de la République, Premier ministre, ministres, entrepreneures, directrices générales de grandes sociétés et institutions. Nous devons nous préserver aussi de certaines compagnies pour ne pas briser nos rêves et regretter demain", a déclaré Ganda Sytorgma, élève de 14 ans en classe de seconde scientifique et Major général du lycée.

Le projet "Grossesse en milieux scolaires, ça doit cesser", prend fin le 30 novembre prochain. ■■

Démocrate

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis



Hebdomadaire Togoais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice

Alain TCHEDRE

Prosper AWIH

Dick MESSAN (Stagiaire)

Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,

Agoè Démakpè, non loin des rails

Tél: +228 90 15 87 53

+228 22 42 83 46

13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

MINUSMA:

Un nouveau contingent togolais au Mali

Ils sont 72 militaires togolais parmi lesquels 35 médecins et infirmiers, à prendre les airs le dimanche dernier pour rejoindre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Il s'agit d'éléments du 10ème bataillon, déployé en renouvellement de l'effectif du 9ème qui a effectué quelques heures plus tôt, son retour au bercail.

Durant un an, le nouveau bataillon (qui a suivi ces derniers mois, une formation intensive aux opérations de maintien de la paix à Lomé) devra poursuivre la mission de contribution à la stabilisation assignée aux casques bleus au Mali, pays en proie depuis quelques années déjà, à une insécurité persistante, entretenue par des groupes armés terroristes.

« Nous partons, très conscients de la réalité du théâtre en tenant compte des enjeux internationaux et des implications sous régionales qui se jouent actuellement au Mali. Nous saurons faire face à la situation », a rassuré le commandant du bataillon, le Lt-Col Atèhèzi TOSSIM.

Ce nouvel envoi de casques bleus Togolais au Mali intervient alors que ces dernières semaines, des pays ont annoncé leur retrait de la mission onusienne. Le Togo, qui pour sa part, reste engagé pour le

retour de la paix au Mali, dispose sur place d'un contingent composé d'un bataillon, de deux unités de polices constituées, d'un hôpital niveau 2, ainsi que de plusieurs militaires observateurs et d'état-major.

Pour rappel, le Togo, contributeur essentiel pour les missions de la paix onusienne, est fortement présent au Mali, dans divers secteurs: sécurité, santé, social entre autres. Le professionnalisme des Casques bleus togolais



au Mali est d'ailleurs et honoré par les Nations Unies. ■ régulièrement reconnu

Recensement, la suite:

Une enquête censitaire bientôt

Démarré le 23 octobre, le 5ème Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) a pris fin le 16 novembre dernier sur l'ensemble du territoire national. Le gouvernement dans un communiqué rendu public le vendredi 18 novembre 2022, salue le bon déroulement des opérations et annonce le démarrage dans les prochains jours, d'une enquête post-censitaire.

L'enquête post-censitaire permettra de vérifier la qualité du décompte effectué pendant un peu plus de quatre semaines sur le territoire et l'exactitude des données recueillies à travers le RGPH-5. Si elle mobilisera à nouveau plusieurs équipes sur le terrain, l'activité ne concernera



spécifiquement que quelques localités tirées au hasard.

Les populations sont donc invitées à collaborer de nouveau avec l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). L'enquête post-censitaire est l'une des dernières étapes dans le processus de recensement général. Sa réalisation balise la voix à la compilation des différentes données obtenues par les équipes de

recensement.

Quant au RGPH-5 proprement dit, il permettra d'avoir une idée plus précise du nombre de la population et des logements. L'opération permettra également de connaître la situation sociale de la population et ses mouvements, ainsi que de nombreuses autres caractéristiques. Pour le gouvernement, les résultats constitueront une précieuse aide pour la mise en œuvre des politiques de développement contenues dans la feuille de route Togo 2025. La réalisation de ce RGPH-5 a nécessité un budget de plus de 8 milliards de FCFA, financé par l'Etat et ses partenaires techniques et financiers.

Source : depeches@autogo.tg

Projet de réinsertion des enfants en conflit avec la loi (PRECL)

Pius Agbetomey lance ce noble chantier de la SMPDD

La Solidarité Mondiale pour les Personnes Démunies et les Détenus (SMPDD) a porté sur les fonts baptismaux hier à la Brigade pour enfants de Lomé (Agoè Cacavéli) un Projet de réinsertion des enfants en conflit avec la loi (PRECL) pour la période de 2023-2026.

Lancé par le ministre de la justice, le Garde des Sceaux, Pius Agbetomey, ce programme vise essentiellement à assurer une meilleure réinsertion sociale aux mineurs.

Pour M. WOENAGNON Mawoussi Coco de Kofi, ex- détenu et premier responsable de cette association, la SMPDD à travers ce projet veut œuvrer aux côtés du gouvernement pour asseoir une stratégie de réinsertion durable des enfants en conflit avec la loi en luttant contre la récurrence des mineurs, la

surpopulation des Centres d'Accès au Droit et à la Justice pour Enfants (CADJE) et la délinquance juvénile.

En effet, nombreux sont ces enfants qui se retrouvent en situation difficile après leur sortie du milieu carcéral. Ceci en partie à cause de la précarité dans laquelle ils vivent, se traduisant généralement par des parents n'ayant pas de stabilité financière, l'absence de logement décent, donc un manque d'encadrement pour faciliter leur réinsertion.

"Créer une maison de réinsertion pour les enfants en conflit avec la loi est un projet inédit qui constitue en même temps une maison de transit où les enfants ayant bénéficié d'une ordonnance de placement séjournent pendant un temps relativement court avant de regagner une famille d'accueil.", a-t-il déclaré.

A terme, le projet entend effectivement assurer une nette

réduction du taux de récurrence des enfants en conflit avec la loi, la maîtrise du flux des enfants entrant au CADJE, 100% des enfants sortis du CADJE bénéficiant d'un encadrement familial et 100% des enfants placés en famille d'accueil sont accompagnés sur le plan scolaire et professionnel.

La SMPDD est une association qui œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des personnes démunies de par son programme d'accompagnement à l'autonomisation financière des groupes vulnérables.

Dans le milieu carcéral, ces actions sont axées sur la promotion et la protection des droits des personnes détenues ainsi que l'amélioration des conditions de travail du personnel pénitentiaire.

Démocrate

Mise en application du règlement 14 de l'UEMOA Les Ministres en charge des infrastructures et des transports de l'UEMOA ont fait le point

Les ministres en charge des infrastructures et des transports routiers des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont tenu une réunion à Lomé le 21 octobre dernier. Réunion au cours de laquelle ils ont évalué l'état de mise en œuvre du Règlement n°14/2005/CM/UEMOA du 16 décembre 2005 relatif à l'harmonisation des normes de contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises. Précédée de la réunion des experts tenue les 19 et 20 octobre 2022 et d'une concertation avec les acteurs du transport les 17 et 18 octobre 2022, cette réunion a vu la participation des délégations ministérielles venant du Bénin, de la Guinée Bissau, du Niger, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et bien entendu du Togo.

Conscients que le problème de la surcharge routière ne peut se résoudre de façon unilatérale par un seul Etat, les pays membres de l'UEMOA continuent de se concerter pour trouver la bonne formule de la conjugaison des efforts, la synergie des actions devant leur permettre de se sortir d'affaire.

C'est ainsi qu'ils se sont retrouvés en séance de travail dans la capitale togolaise le 21 octobre dernier dans le somptueux hôtel du 2 février. Présidée par le ministre togolais en charge des transports routiers, aériens et ferroviaires, M. Atcha Dédji Affoh, cette réunion qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de l'Union Européenne au Togo, M. Tasso Vilallonga, fait suite à la réunion des ministres en charge des infrastructures et des transports routiers de l'UEMOA, du Ghana et de la Guinée tenue à Dakar le 19 septembre 2019 portant toujours sur la mise en œuvre intégrale et concomitante du



Règlement 14 dans l'espace communautaire.

Prenant la parole, le Chef de mission de l'Union européenne au Togo a rappelé que le transport représente la colonne vertébrale de la chaîne logistique des secteurs d'activités de la sous-région et que sa maîtrise, sa bonne gestion et son adaptation au contexte mondial demeurent une priorité.

Il a précisé que les impacts négatifs de la surcharge routière crée des dommages visibles et très sévères sur certains corridors stratégiques de l'espace communautaire. Pour cette raison, il a insisté sur le fait

qu'il est nécessaire de mobiliser davantage les parties prenantes pour poursuivre les efforts de préservation du patrimoine routier par un contrôle efficace de la charge à l'essieu.

Dans son allocution, le ministre Atcha Dédji Affoh a rappelé les impacts négatifs de la surcharge sur la chaussée, les ouvrages d'arts et ouvrages hydrauliques, en termes de dommages et de durée de service y compris sur la sécurité routière. Ces impacts qui conduisent à une dégradation prématurée de la chaussée avant la 5^e année et augmentent le besoin en entretien routier.

Il a souligné que le Gouvernement togolais, dans le souci d'y remédier, a affiché avec fermeté depuis plusieurs années, sa volonté d'instaurer un environnement favorable aux échanges intracommunautaires, en prenant des mesures pour la suppression de la surcharge routière et l'application intégrale du Règlement 14. Le ministre du Togo a déploré que malgré les sept (7) réunions ministérielles organisées depuis 2009, assorties de stratégies et de plans d'actions, la mise en application du Règlement 14 connaît divers niveaux d'évolution d'un pays à un autre sans atteindre une application intégrale et concomitante dans tous les pays de l'UEMOA.

Enfin, Atcha Dédji Affoh, en sa qualité de président des travaux, a formulé que la réunion puisse aboutir à l'adoption d'une nouvelle stratégie réaliste qui devrait prendre en compte les propositions issues de la

concertation avec les acteurs du transport, en vue de l'application intégrale et concomitante du Règlement n°14/2005/CM/UEMOA.

Notons qu'au cours de la réunion, chacune des différentes délégations ministérielles a fait une intervention pour faire le point de la mise en œuvre de cette disposition de l'Union. Dans l'ensemble, toutes les délégations ont adressé leurs remerciements au Chef de l'Etat togolais, au Gouvernement et au peuple frère pour l'accueil chaleureux et fraternel dont elles ont bénéficié durant leur séjour à Lomé. Un remerciement a été également adressé à la Commission de l'UEMOA pour la qualité de l'organisation de la réunion et aux experts pour l'excellent niveau de rapport présenté en vue de l'application intégrale et concomitante du Règlement 14 de l'UEMOA.

A la fin des travaux, une déclaration conjointe précisant les échéances et modalités d'application intégrale et concomitante du Règlement 14 de l'UEMOA a été faite par l'ensemble des ministres en charge des infrastructures et des transports routiers des Etats membres de l'UEMOA.

La rédaction

Tourisme : Parmi les secteurs prioritaires

Le Togo dispose de grands atouts touristiques. Ces dernières années le pays affiche une réelle volonté de mettre en valeur ce potentiel afin de faire de ce secteur un vrai levier de croissance. Le secteur contribue à hauteur de 8% au PIB et est pourvoyeur d'emplois. L'ambition ici est de faire passer la contribution au PIB à deux chiffres et de parvenir dans les années qui viennent à créer 10 000 emplois décents. C'est pour ces raisons que le tourisme est propulsé au cœur des actions de l'Etat en vue de faire de ce secteur, un moteur de développement économique et de cohésion sociale.

Les opportunités en matière de tourisme sont grandes au Togo. Le pays dispose d'atouts touristiques d'une grande diversité. Ils sont représentés par les monuments historiques, les plages ensoleillées, les sites esclavagistes, les cascades, les forêts et réserves fauniques, les fêtes traditionnelles etc. Pour son dynamisme, le secteur s'est doté d'une politique nationale.

Dans cet élan, un nouveau site national a été créé et dédié à la promotion touristique. Il est question de mettre les bouchées doubles pour relancer le tourisme togolais affecté par la crise sanitaire au coronavirus qui l'a durement éprouvé. Face à la crise de la

covid-19, le Togo a anticipé en prenant des mesures pour renforcer la résilience du secteur touristique.

Regain de vitalité grâce à une stratégie efficace

Dans ses ambitions le secteur s'est doté d'un projet prioritaire dans sa Feuille de route dont l'objectif est de disposer d'une offre touristique de loisirs pour les touristes nationaux et ceux de la sous-région. Cette vision a donc été tout récemment matérialisée par l'élaboration d'une stratégie nationale de redynamisation du tourisme. Dans le cadre de cette stratégie nationale, des actions telles que l'aménagement des sites et infrastructures touristiques, en vue de la



promotion du tourisme domestique, culturel et d'affaires sont mises en avant. La conduite des études et la réalisation des projets de développement culturel ont également contribué à la relance du secteur.

Les fruits ont tenu la promesse des fleurs. Les activités touristiques connaissent une certaine vitalité comme en témoignent les statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme. 983 969 touristes

en 2021 contre 481 706 touristes en 2020.

De 19 milliards en 2020, les recettes montent à 25 milliards en 2021 soit une augmentation de 34%. De nombreux touristes régionaux et internationaux choisissent la destination Togo. Le processus de modernisation du secteur touristique se poursuit. Il est marqué par des efforts de digitalisation et l'élaboration d'un compte satellite.

Soja : Vers une transformation en produits finis

La culture du soja réussit aux agriculteurs locaux grâce à une forte détermination des acteurs jonchée par des appuis multiformes apportés par le gouvernement. La filière se transcende avec une production de plus en plus galopante, une commercialisation optimisée et des revenus garantis aux hommes et femmes de la filière.

La culture du soja connaît une hausse significative ces dernières années. La production de l'espèce de la famille des légumineuses a atteint 250 000 tonnes en 2021.

Un produit très apprécié

Le soja togolais est particulièrement très apprécié dans le monde. Le pays est le premier exportateur mondial de soja bio vers l'Union européenne (UE). L'une des ambitions phares du gouvernement en

termes de volumes de production est de porter rapidement la production annuelle à 500 000 tonnes.

La construction des unités de transformation de soja a été achevée à la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) pour un coût total de 165 milliards de francs CFA. Elles ont pour mission de transformer jusqu'à 250 000 tonnes de soja togolais chaque année en produits finis comme l'huile de soja, les gâteaux déshuilés, la lécithine, la farine de soja,

etc.

Le Mifa soutient la filière

Le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (Mifa) n'oublie pas de soutenir la filière porteuse. En 2021, le Mifa a injecté plus de 07 milliards de francs CFA dans la filière en s'appuyant essentiellement sur les agrégateurs.

Avec l'aide du mécanisme en 2022, les agriculteurs ont reçu plusieurs tonnes de semences. D'octobre 2019 à juillet 2020, la campagne de

commercialisation de soja a permis d'engranger des recettes d'exportation de près de 50 milliards de francs CFA.

176 100 tonnes de graines de soja conventionnel et bio ont été produites sur la même période. 160 000 tonnes ont été exportées, 6 000 tonnes consommées au niveau local. Jadis, 700 000 emplois permanents et temporaires ont été créés pendant la saison, avec plus de 39,5 milliards mobilisés pour financer les achats auprès des producteurs.

Une profession encadrée

L'exercice de la profession d'acheteur ou exportateur de soja conventionnel ou



bio et ses produits dérivés, est maintenant soumis à un agrément délivré par le Secrétariat exécutif du Comité de coordination de la filière. C'est pour améliorer la dynamique d'organisation, de professionnalisation et d'accompagnement du secteur. ■

LR

Santé/ Communication :

Lomé abrite la réunion annuelle du réseau régional des chargés de la Communication des risques et engagement communautaire (CREC)

Le réseau régional des chargés de la Communication des risques et engagement communautaire (CREC) de la CEDEAO est en réunion annuelle à Lomé depuis ce lundi. Cette réunion qui prend fin ce jour a été ouverte par la directrice de cabinet du ministère de la santé et de l'hygiène publique, Mme Midamegbe AKAKPO en présence d'un représentant de l'OMS.

A l'initiative du Centre Régional de Surveillance et de Contrôle des Maladies de la CEDEAO, cette rencontre vise à renforcer le pilier CREC dans la préparation et la réponse aux événements de santé publique dans la région de la CEDEAO.

Elle permettra de faire le point des récentes évolutions dans l'espace ainsi que des actions menées par les acteurs de cette chaîne importante et mettra un accent particulier sur le plan stratégique régional 2019-2023 sur la communication des risques de l'institution sous régionale.

En effet, chaque urgence de santé publique peut poser de nouveaux défis dans la manière de communiquer efficacement avec les populations, il est impératif de continuer à tirer les leçons des événements passés et à améliorer la

préparation à travers des initiatives innovantes de CREC.

Pour la directrice de cabinet, la communication sur les risques et engagement communautaire, dans le respect de ses principes directeurs pour les meilleures pratiques est déterminante dans la gestion des urgences et exige de ce fait, des spécialistes et des ressources humaines compétentes pour mener à bien les interventions qui s'imposent à tous.

En effet, la riposte à la pandémie de Covid-19 a permis de tester les efforts d'amélioration des capacités de CREC entrepris depuis l'épidémie d'Ebola de 2014 dans les Etats Membres de la CEDEAO. Des progrès significatifs ont été notés dans la région notamment dans la compréhension des principes et stratégies CREC,

dans la mise en œuvre des processus et des mécanismes CREC, dans la collaboration avec les autres secteurs pertinents et la mobilisation des ressources.

" Ces ressources compétentes recherchées se doivent donc de planifier des interventions axées sur les domaines prioritaires de l'OMS. Ces domaines sont en lien avec les capacités à développer par les divers pays pour se conformer au règlement sanitaire international 2005.", a-t-elle déclaré.

Pour le représentant de l'OMS, la prévention des crises reste une mesure essentielle lors de l'apparition des épidémies et autres pandémies.

"Les expériences ont prouvé clairement que la réussite des interventions de santé publique telles que la vaccination, repose sur la communication sur les



risques qui permet aux professionnels de la santé d'établir, de conserver et d'accroître la confiance et la crédibilité auprès de la population.", a-t-il confié avant d'annoncer que l'OMS va équiper tous les 45 points focaux promotion de la Santé des régions et districts sanitaires des ordinateurs et disques durs externes de stockage pour une meilleure gestion et archivage des rumeurs.

A côté, le partenaire de poids prépare une importante formation des 50 experts nationaux du projet SURGE et le personnel du COUSP en communication sur les risques et engagement communautaire. Grâce au projet SURGE, faut-il le relever, l'unité CREC est dans le processus

d'installation des cellules CREC préfectorales dans tous les 39 districts sanitaires.

Au Togo, l'épidémie de COVID-19, a permis d'identifier les manquements et d'améliorer le dispositif de réponse avec au premier plan la CREC. L'équipe de la CREC a été au premier plan de la lutte en s'appuyant sur les documents normatifs à savoir : Le plan de communication sur les risques de santé publique en situation d'urgences, les directives de communication sur les urgences, les SOP/Communication, les guides de communication des médias et des agents de santé communautaires et relais communautaires.

Démocrate

13ème réunion des gestionnaires des systèmes d'information sanitaires et des programmes de lutte contre le paludisme des Etats de la Cédéao

Tous, manches retroussées pour éradiquer la maladie

Lomé abrite depuis ce lundi la treizième réunion annuelle conjointe des gestionnaires des systèmes d'information sanitaires et des programmes de lutte contre le paludisme des Etats de la Cédéao.



A l'initiative de l'Organisation ouest africaine de la Santé

(OOAS), cette assise a été ouverte par le Secrétaire général du ministère de la

santé et de l'hygiène publique, Pr Wotobe Kokou qui a en ligne de mire défini de nouvelles stratégies visant à éradiquer d'ici 2030, le paludisme.

Concrètement, pendant les cinq jours de travaux, les acteurs réunis vont établir la situation de la production d'information sur le paludisme dans les pays de la CEDEAO au cours des 10 à 15 dernières années.

A terme, il s'agira d'aboutir à une convergence de toutes les actions dans la collecte, le traitement, la diffusion, et l'utilisation de l'information sur la question.

" L'OOAS estime que l'amélioration de l'analyse et l'utilisation de l'information sanitaire conduira à une amélioration globale des systèmes de santé à tous les niveaux, et par conséquent de l'État de santé des populations," estime Dr Wotobe Kokou qui n'a pas manqué de relever les efforts du Togo dans la lutte contre la maladie. En effet, le pays a pu réduire de 40% le nombre de décès grâce à une prise en charge rapide.

Pour le directeur de la planification de l'OOAS, Ali Sani, le paludisme représente la première cause de mortalité dans l'espace et par conséquent fait doit être logé parmi les priorités régionales.

"Les données à collecter au cours de cette réunion nous permettront de produire des rapports, qui donneront la situation du paludisme dans chacun de nos pays et surtout au niveau de la région. Il s'agit donc de disposer d'une information stratégique à jour afin d'orienter les décideurs pour la mise en place de politiques efficaces, a-t-il confié.

Le taux de prévalence est de 300 cas pour 1.000 habitants et 82 décès sur 100.000 personnes chaque année dans les pays membres de la Cédéao.■

Démocrate



TOGOCOM SIGNE UN PARTENARIAT OFFICIEL AVEC LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA MODE AU TOGO (FIMO228)

Lomé (Togo), le 17 Novembre 2022 – TOGOCOM, Le premier opérateur global qui avance pour vous, a le plaisir d'annoncer officiellement son partenariat, avec le Festival International de la Mode au Togo (FIMO228). L'occasion pour TOGOCOM de réaffirmer une fois encore son soutien et son engagement pour la culture Togolaise. Ce partenariat, entre TOGOCOM et le FIMO228, confère à TOGOCOM pour une durée de trois ans, la nouvelle appellation de FIMO228 qui devient « TOGOCOM FIMO 228 & TOGOCOM Lomé Men's Fashion week.

Conscient du rôle primordial de la culture dans l'épanouissement et le développement du TOGO, TOGOCOM met une priorité particulière dans l'accompagnement et le suivi de projets culturels à fort impact pour la promotion des acteurs culturels locaux et le rayonnement du TOGO. Cela se concrétise par le soutien aux fêtes traditionnelles dans les différentes régions, ainsi que l'accompagnement des concerts et festivals organisés sur l'ensemble du territoire national, notamment, le Festival International de la Mode (FIMO228) qui a une portée internationale depuis bientôt une décennie.

Depuis 2019, TOGOCOM, accompagne le FIMO228 en tant que sponsor officiel en s'alignant sur le même objectif socioculturel, celui de contribuer à l'épanouissement et au développement culturel du TOGO.

TOGOCOM, renforce officiellement aujourd'hui cette collaboration, en devenant le sponsor officiel du Festival International de la Mode au Togo (FIMO228) qui devient TOGOCOM FIMO228. Ce nouveau partenariat qui scelle l'émulation d'un réseau d'échange et de collaboration pérenne entre les créateurs en Afrique dans l'optique de former les jeunes créateurs ou aspirants créateurs à l'entrepreneuriat de la mode et de promouvoir le talent des jeunes créateurs et mannequins, et de lutter contre la précarité.

Le TOGOCOM FIMO228 est un cadre de réflexion et d'échange de compétences autour de la mode pour une Afrique intégrée, développée et épanouie, qui ambitionne de faire de Lomé, la capitale de la mode africaine et une plateforme par excellence. Bâtie sur la créativité et l'innovation, le FIMO offre aux créateurs et aux mannequins des possibilités d'innovation et de développement à travers l'accès à un marché d'exposition et de commercialisation de leurs produits.

Pour Monsieur Jacques Logoh, Promoteur du TOGOCOM FIMO228 : « Nous remercions TOGOCOM pour sa confiance renouvelée depuis maintenant plus de 3 ans. Ce nouveau partenariat vient à point nommé pour la célébration de notre 10^{ème} anniversaire que nous voulons fêter en grande pompe et grâce au soutien de notre partenaire TOGOCOM, nous pourrions voir nos ambitions à la hausse et introduire de nombreuses innovations que nous ne tarderons pas de vous révéler très prochainement ».

Pour Monsieur Tarik Boudiaf, Directeur Général par intérim : « À travers le TOGOCOM FIMO 228 & TOGOCOM Lomé Men's Fashion week, TOGOCOM réitère son engagement aux côtés de la culture togolaise pour la promotion des créateurs Togolais. Faire avancer la culture Togolaise nous tient à cœur. »



Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, TOGOCOM est le leader du marché Togolais des télécommunications. Fruit du regroupement de TOGO TELECOM et de TOGOCEL, TOGOCOM a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Son histoire est celle d'un opérateur qui a grandi main dans la main avec l'ensemble des togolais. De la fourniture des premiers services de communication, à la fibre, en passant par les transactions financières via le mobile, le but a toujours été d'accompagner tout un chacun dans un univers technologique qui évolue sans cesse

Place de la Réconciliation – (Quartier Atchanté)
Boite postale : 333 – Lomé – Togo

Avancer. Pour vous. Pour Tous.

Téléphone : +228 22 53 44 01
E-mail : spdgtgt@togotelecom.tg
Site web : togocom.tg



TARIF EXTERIEUR COMMUN

V.2022.SH



Téléchargeable sur www.otr.tg

les 4+ du TEC V.2022.SH

Adaptation à l'évolution des pratiques commerciales

Prise en compte des questions environnementales et sociales

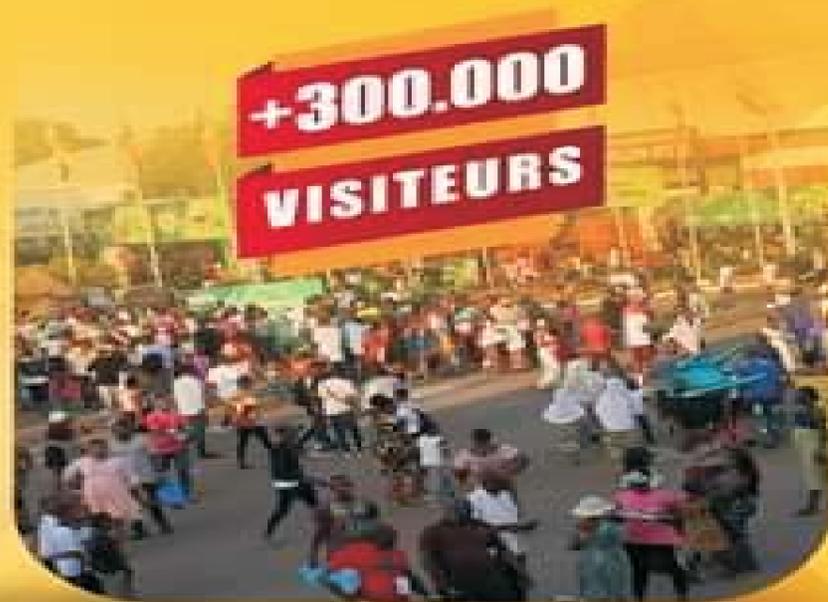
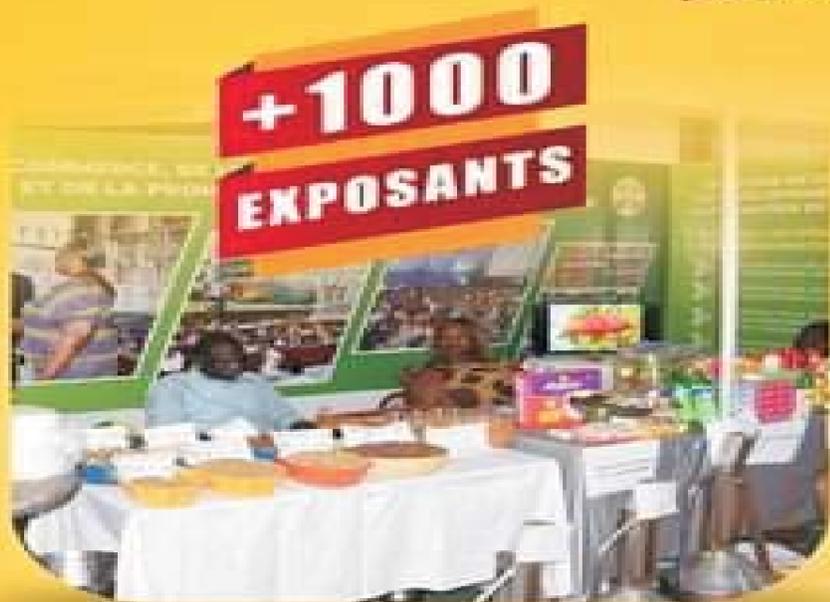
Prise en compte des progrès technologiques

Prise en compte de la lutte contre le terrorisme par la spécialisation des Biens à Double Usages (BDU)

En vigueur depuis le 1^{er} juillet 2022

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

30 Nov
18 Déc
2022
17^{ème} Foire
Internationale de
LOME
Foire de toutes les opportunités



Lancements de produits
Soirées | Défilés
Plusieurs autres manifestations...



CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg



DANS LE STRICT RESPECT DES MESURES ANTI-COVID 19